



**Présenté aux membres lors de
l'assemblée générale du
12 novembre 2003**

Dans ce rapport

	Page
Sur WADMO	2
Deuxième assemblée générale	3
Comité de direction	4
Secrétariat de WADMO	5
Cotisations	6
Site web de WADMO	6
Revue WADMO	6
Liste des membres	7
Rapport financier	8

Siège :

CNUCED, Programme SYGADE
Villa Bocage 111
Palais des Nations
CH-1211 Genève 10
Tél : 41 22 917 59 24
Télécopie : 41 22 907 00 45
Mél : wadmo@unctad.org
<http://www.wadmo.net>

**W
A
D
M
O**

RAPPORT BIENNAL 2002-2003

**Message de M. Sergio G. Edeza,
Trésorier des Philippines et Président de WADMO**

Chers membres de WADMO, participantes et participants, je suis très heureux de vous accueillir à la troisième conférence/assemblée générale de l'Association mondiale des bureaux de gestion de la dette. Cet événement a été prévu à la suite de la Conférence interrégionale sur la gestion de la dette de la CNUCED et a été organisé conjointement avec celle-ci.

Cette journée WADMO sera divisée en deux volets : la session du matin sera consacrée à des présentations sur les implications du nouvel accord de Bâle II sur les prêts aux pays en développement. La session de l'après-midi a pour objectif d'ouvrir un débat entre les membres sur leur vision future de WADMO, basé sur le présent rapport. Ce dernier couvre la période de décembre 2001 à novembre 2003. Il rappelle les décisions prises lors de la dernière assemblée générale et fait état des progrès réalisés au cours de ces deux dernières années. Par ailleurs, l'assemblée générale devra procéder aux élections de son président, de ses vice-présidents et des autres membres du comité de direction qui exerceront leurs fonctions pour les deux prochaines années.

Sur un plan plus général, je souhaiterais qu'une campagne d'information à l'échelle mondiale soit menée afin d'agrandir WADMO. Je souhaiterais également assister à un renforcement de la coordination avec les agences multilatérales.

Entre temps, je voudrais souhaiter la bienvenue aux nouvelles institutions qui ont rejoint l'association depuis la dernière assemblée générale et également remercier tous les membres qui, par leur participation à cette assemblée, réaffirment leur engagement vis-à-vis de WADMO. Enfin, j'aimerais remercier tout spécialement les membres qui, par leur paiement dans les délais de leur cotisation, ont apporté leur soutien à l'association, nommément Haïti, l'Indonésie, le Maroc, Maurice, le Nigeria, l'Ouganda, les Philippines, le Soudan et WAIFEM.

Pour conclure, je vous souhaite à tous des délibérations fructueuses et des échanges d'expérience utiles.

Au cours de la première Conférence interrégionale sur la gestion de la dette organisée par la CNUCED en décembre 1997, les représentants du Bureau du Trésor des Philippines ont proposé la création d'une association professionnelle de gestionnaires de la dette. Un grand nombre de pays ont soutenu cette proposition et ont émis l'opinion qu'il existait un besoin de procéder à des échanges réguliers d'expérience, de connaissances techniques et d'informations sur la gestion de la dette à un niveau international. L'idée d'une association internationale regroupant les professionnels de la dette était née. En réponse, la CNUCED a aidé à la création de l'Association mondiale des bureaux de gestion de la dette (WADMO) qui a tenu sa première assemblée générale le 6 avril 2000. Son principal objectif est d'offrir aux professionnels de la gestion de la dette un forum où ils pourront débattre au niveau international de questions techniques présentant un intérêt commun.

Objectifs de WADMO

WADMO est une organisation sans but lucratif et autonome consacrée à l'appui et à l'avancement des objectifs suivants :

- a) Promouvoir et favoriser l'entente et la coopération entre les bureaux de gestion de la dette;
- b) Renforcer les systèmes de collecte de l'information ainsi que l'échange d'information entre les bureaux de gestion de la dette ;
- c) Partager les expériences nationales et régionales en matière de gestion efficace de la dette ;
- d) Aider les bureaux de gestion de la dette à bénéficier d'une assistance technique et d'une formation en les orientant vers les organismes compétents ;
- e) Faciliter l'accès aux financements et à toute autre assistance, en renvoyant aux organismes bilatéraux et multilatéraux compétents, dans un but d'élaboration et de mise en œuvre de programmes en vue d'une gestion efficace de la dette ; et
- f) Aider les bureaux de gestion de la dette à conseiller leur gouvernement dans la formulation de politiques et de stratégies appropriées dans le domaine de la dette.

L'association réalisera ses buts et objectifs au moyen de réunions, séminaires et congrès, de publications périodiques et de rapports spéciaux ainsi que par tout autre moyen déterminé par l'assemblée générale.

Conformément aux statuts, peuvent être membres tous les bureaux dont la fonction première est de gérer la dette publique nationale. Ces bureaux peuvent être des organisations gouvernementales autonomes ou des départements ministériels au sein du gouvernement central, souvent à l'intérieur du Ministère des Finances, ainsi que des entités similaires au sein de la banque centrale. Les associations partageant des objectifs similaires à ceux de l'association peuvent également en devenir membres. Enfin, les personnes physiques dont les intérêts professionnels majeurs résident dans le domaine de la gestion de la dette publique peuvent devenir des "amis" de l'association.

DEUXIÈME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La deuxième assemblée générale s'est tenue le 7 décembre 2001, de manière à coïncider avec la fin de la Troisième conférence interrégionale sur la gestion de la dette de la CNUCED. Se fondant sur sa décision précédente¹, selon laquelle WADMO « *devrait* axer ses activités sur la mise en place d'une passerelle entre les divers groupements régionaux ; la maintenance d'une plateforme de partage de l'information et d'un site interactif sur le web ; l'organisation de voyages d'études et d'ateliers de travail techniques ; et assurer le rôle de porte-parole vis-à-vis des institutions financières multilatérales concernant les besoins techniques communs, y compris les questions de décaissement », des propositions détaillées ont été soumises pour discussion et approbation à l'assemblée générale. Des décisions ont été prises en qui concerne les cotisations et les activités futures, notamment la création du site web de l'association et de son bulletin d'information. Le procès-verbal de la réunion a été envoyé à tous les membres et publié sur le site web.

L'assemblée générale a permis de rencontrer des membres potentiels et quatre demandes d'adhésion ont été reçues à cette occasion.

Ci-dessous sont présentées les activités (à court, moyen et long termes) approuvées par la deuxième assemblée générale en décembre 2001 et leur situation actuelle.

1. Activités à court terme

Activités à court terme (déc. 2001 jusqu'à fin 2002)	Responsables	Situation
1. Demander aux membres de WADMO (i) leur point de vue sur leurs problèmes en matière de gestion de la dette (questionnaire) et (ii) leurs suggestions pour améliorer leurs capacités dans ce domaine.	Secrétariat de WADMO	Le questionnaire a été préparé par le Secrétariat et envoyé à tous les membres. La date limite de réponse était fixée au 30/10/01. Onze membres ont répondu ² .
2. Organiser des réunions régionales. 3. Organiser des voyages d'étude comparatifs au niveau régional, axés sur la gestion de la dette publique et en association avec des instituts de formation.	Des propositions doivent être élaborées par: (i) la Roumanie pour l'Europe (ii) Le Honduras et la République dominicaine pour l'Amérique latine (iii) Le Gabon et l'Ouganda pour l'Afrique (iv) les Philippines et l'Indonésie pour l'Asie	Le comité de direction a décidé que pour le moment l'association n'était pas en mesure d'organiser des réunions régionales en raison du nombre insuffisant de pays par région et de sa situation financière limitée. Une conférence régionale sur la dette est prévue.
4. Organiser la promotion de WADMO afin d'attirer des membres potentiels.	Tous les membres du comité de direction	Se poursuit avec l'aide du secrétariat.
5. Intervenir auprès des associations régionales pour qu'elles deviennent membres associés.	Président et vice-présidents de WADMO	Se poursuit avec l'aide du comité de direction et du secrétariat.

¹ Première assemblée générale de WADMO tenue le 6 avril 2000.

² Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Honduras (Direction générale du crédit public), Indonésie, Liban, Niger, Nigeria, Philippines, Roumanie et Togo.

6. Créer un site web pour WADMO comportant des liens vers les institutions membres.	Secrétariat de WADMO	Réalisé en mars 2002.
7. Elaborer un bulletin WADMO.	Président de WADMO et secrétariat	Un comité de rédaction a été créé. Le premier numéro de la revue WADMO a été publié en format électronique en décembre 2002. Le deuxième numéro est prévu pour le début 2003. Les membres ont été invités à envoyer des articles.
8. Mener des études sur les politiques et stratégies en matière de dette.	Tous les membres de WADMO sont invités à faire des propositions.	En cours
9. Proposer des démarches/méthodes sur la manière d'établir de meilleures relations entre les emprunteurs et les pays prêteurs.	Tous les membres de WADMO sont invités à faire des propositions.	En cours

2. Activités à moyen terme (de décembre 2001 à 2004)

- Continuer d'intervenir auprès des associations régionales pour qu'elles adhèrent à l'association comme membres associés ;
- Démarrer les activités requises pour la création d'un institut de gestion de la dette.

3. Activités à long terme (de décembre 2001 à 2006)

- Poursuivre les efforts pour finaliser la création de l'institut de gestion de la dette ;
- Mettre en place une formation au niveau international en collaboration avec des instituts régionaux et internationaux ainsi qu'avec des universités.

COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de direction s'est réuni le 10 septembre 2002 à Genève afin de faire le point sur les activités prévues telles qu'adoptées par l'assemblée générale. Des discussions ont eu lieu sur les modalités d'organisation des activités régionales et le comité s'est accordé à reconnaître que, pour le moment, le nombre actuel de membres ne permettait pas la planification et l'organisation de telles activités.

Par ailleurs, l'accent a été mis sur la nécessité de travailler en collaboration avec les organisations régionales existantes telles que MEFMI, WAIFEM et Pôle Dette de même qu'avec les organisations internationales actives dans le domaine de la gestion de la dette. Un certain nombre de thèmes ont été identifiés comme présentant un intérêt pour la formation future, entre autres : les techniques de négociation, les contrats de prêt et les lignes directrices sur la gestion de la dette publique préparées par le FMI et la Banque mondiale.

Les membres du comité de direction sont convenus que l'Association avait un besoin urgent de ressources pour pouvoir mettre en place ses activités et que le paiement des cotisations en 2003 serait essentiel à la continuation de WADMO. Suite à la décision de l'assemblée générale de demander à chaque membre de payer une cotisation à partir de 2003, un compte bancaire a été ouvert à l'UBS à Genève.

Le 11 septembre 2002 une réunion a été organisée pour rencontrer des représentants de la Banque mondiale et de MEFMI et d'examiner de quelle façon l'association pourrait bénéficier de l'expertise de ces institutions dans le domaine de la formation et de l'échange d'expériences dans la gestion de la dette.

Membres du comité de direction

Lors de la première assemblée générale il avait été décidé de garder vacant l'un des postes de membre du comité de direction afin de laisser une place à la représentation de futurs membres. Au cours de la deuxième assemblée générale du 7 décembre 2001, le Nigeria a été élu sur ce poste. Par ailleurs, en application de l'article 16 des Règles de procédures de l'assemblée générale relatif au remplacement d'un membre du comité de direction, le Liban a été élu en remplacement du Lesotho.

<i>Fonction</i>	<i>Pays et institution</i>	<i>Représentant</i>
Président de WADMO	Philippines Bureau du Trésor	M. Sergio G. Edeza Trésorier des Philippines
Vice-président de WADMO	République dominicaine Banque Centrale	Mme Ana Beatriz Rodriguez Alberti Directrice du Département international
Vice-président de WADMO	Ouganda Bank de l'Ouganda	M. David Behena (Ag.) Directeur du Département du Commerce et de la Dette Extérieure
Président du comité de direction	Indonésie Ministère des Finances	M. Asrun Fachruddin Directeur de l'Administration du Budget
Vice-président du comité de direction	Honduras Secrétariat des Finances	M. Marcos Carías Directeur de la Division du Crédit Public
Membre du comité de direction et Trésorier	Roumanie Ministère des Finances	Mme Maria-Elena Anghel Directeur adjoint du Département de la Dette Publique
Membre du comité de direction	Gabon Ministère des Finances	M. Louis Aleka-Rybert Conseiller technique du Ministre des Finances, Chargé de la dette
Membre du comité de direction	Liban Ministère des Finances	Mme Moni El-Khoury Directrice du Trésor et de la Dette Publique
Membre du comité de direction	Nigeria Bureau de Gestion de la Dette	M. Akin Arikawe Directeur

SECRÉTARIAT DE WADMO

Le programme SYGADE, qui remplit les fonctions de secrétariat de l'association, a continué à fournir une assistance dans l'organisation des réunions du comité de direction et de la conférence/assemblée générale. Il a également lancé le site web de l'association (mars 2002), la revue WADMO (décembre 2002) et a mis en place une correspondance électronique régulière (mars 2003) afin d'informer les membres sur les nouvelles publications présentant un intérêt pour les gestionnaires de la dette et échanger des informations relatives aux membres.

COTISATIONS

Lors de la première assemblée générale, il avait été clairement rappelé que si l'association pouvait recevoir des dons, les donateurs considéreraient l'acquittement d'une cotisation comme un élément déterminant, pour ne pas dire indispensable, de leur décision de contribuer au financement de l'association.

Le 7 décembre 2001, l'assemblée générale a décidé que la cotisation par membre et par année s'élèverait à 2000 dollars des Etats-Unis et que les cotisations commenceraient à être perçues à partir de 2003. Par conséquent, au début de 2003, le secrétariat a envoyé à tous les membres un courrier leur demandant de s'acquitter de leur cotisation avant la fin du mois de juin 2003.

En date du 30 septembre 2003, huit membres actifs et un membre associé ont versé leur cotisation. (Se reporter au rapport financier pour une information plus détaillée). Les autres membres sont vivement encouragés à s'acquitter de leur cotisation pour 2003 afin de soutenir activement l'association.

SITE WEB DE WADMO

Au cours de la deuxième assemblée générale, l'importance que revêt un site web comme l'un des outils les plus efficaces de partage de l'information avait été reconnue par tous. En novembre 2001, le secrétariat de l'association a embauché un consultant pour créer le site web de WADMO, lequel a été officiellement lancé en mars 2002. L'information alors disponible consistait en une brève introduction de WADMO ; la liste des membres du comité de direction ; la liste des membres de WADMO avec des liens à leurs sites ; les statuts ; le procès-verbal et les règles de procédures de l'assemblée générale ; le rapport annuel ; la revue WADMO ; et les formulaires et instructions d'adhésion à l'association. En 2003, des efforts ont été accomplis pour compléter la rubrique « links », de manière à ce qu'elle satisfasse les besoins spécifiques d'information des gestionnaires de la dette.

Le secrétariat a également financé le coût de la maintenance du site (réalisé par un consultant externe) ainsi que le renouvellement de l'hébergement et du nom de domaine du site.

REVUE WADMO

Lors de sa réunion de juin 2001, le comité de direction a décidé de publier un bulletin, lequel, pour commencer, sortirait au moins une fois par an. En septembre 2002, à l'occasion d'une réunion du comité de direction, le comité de rédaction de la revue WADMO a été créé et a tenu sa première réunion le 11 septembre 2002. Il se compose de M. Louis Aleka-Rybert (Gabon), M. Juanchito Dispo (Philippines), Mme Asia El-Rufai (Nigéria), Mme Falconeri Colón de Bacó (République dominicaine) et Mlle Hélène Fabiani (SYGADE/CNUCED).

L'objectif de la revue est d'informer les membres sur les travaux et activités de l'association ; de permettre aux membres de procéder à des échanges d'expériences et d'informations ; de présenter les pratiques internationales en matière de gestion de la dette ; et de donner une information sur les dernières orientations en gestion de la dette. Compte tenu des contraintes financières, il a été décidé que la *Revue WADMO* ne serait publiée qu'une fois par an et en format électronique. Il s'agira d'une publication bilingue anglais-français, basée sur le principe que les articles seront publiés dans leur langue originale et traduits en fonction des ressources disponibles. Le premier numéro qui est sorti en décembre 2002 a été envoyé à tous les membres et publié sur le site web de l'association.

LISTE DES MEMBRES

Depuis la deuxième assemblée générale, en décembre 2001, quatre institutions ont rejoint l'association comme membres actifs, à savoir : la Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun, le Ministère des Finances du Ghana, la Banque Centrale de la République islamique d'Iran³ et la Banque Centrale du Soudan.

Membres actifs (41)

Angola	Banque Nationale d'Angola
Bangladesh	Ministère des Finances
Burkina Faso	Ministère de l'Economie et des Finances
Burundi	Ministère des Finances
Cameroun	Caisse Autonome d'Amortissement du Cameroun
Côte d'Ivoire	Ministère de l'Economie et des Finances
Gabon	Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation
Ghana	Ministère des Finances
Grenade	Ministère des Finances
Guatemala	Ministère des Finances
Guinée-Bissau	Ministère des Finances
Haïti	Banque Centrale d'Haïti
Honduras	Secrétariat des Finances
Honduras	Banque Centrale du Honduras
Indonésie	Ministère des Finances
Jamaïque	Ministère des Finances
Jordanie	Ministère des Finances
Kazakhstan	Banque Nationale du Kazakhstan
Kirghizstan	Ministère des Finances
Lesotho	Ministère des Finances
Liban	Ministère des Finances
Maroc	Ministère des Finances et de la Privatisation
Maurice	Ministère des Finances
Mongolie	Ministère des Finances
Niger	Ministère des Finances
Nigeria	Bureau de Gestion de la Dette
Ouganda	Banque de l'Ouganda
Ouganda	Ministère des Finances, de la Planification et du Dévelop. Economique
Ouzbékistan	Ministère des Finances
Panama	Ministère de l'Economie et des Finances
Philippines	Bureau du Trésor
République centrafricaine	Ministère des Finances et du Budget
République dominicaine	Banque Centrale de la République dominicaine
République islamique d'Iran	Banque Centrale
Roumanie	Ministère des Finances
Sénégal	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan
Soudan	Ministère des Finances et de l'Economie Nationale
Soudan	Banque du Soudan
Suriname	Ministère des Finances
Tchad	Ministère des Finances
Togo	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Membres associés

West African Institute for Financial and Economic Management (WAIFEM)

Macroeconomic and Financial Management Institute of Eastern and Southern Africa (MEFMI)

³ Dépend de la décision finale des autorités de la Banque Centrale de la République islamique d'Iran.

RAPPORT FINANCIER

Le tableau ci-dessous montre l'état des résultats pour l'exercice 2002 et 2003 (jusqu'au 30 septembre 2003).

Année 2002 (en dollars des Etats-Unis⁴)

Revenus	
Contribution de la CNUCED	2 881,55
Total revenus	2 881,55
Dépenses	
Hébergement site web	86,45
Nom de domaine du site web	33,60
Création & maintenance du site web	2 761,50
Total dépenses	2 881,55
Revenus nets	0

Année 2003 (en dollars des Etats-Unis⁵)

Revenus	
Contribution de la CNUCED	1 598,75
Cotisations des membres*	17
	915,16
Total revenus	19
	513,91
Dépenses	
Hébergement du site web	104,65
Nom de domaine du sit web	40,70
Maintenance du site web	1 453,40
Frais de banque	51,49
Total dépenses	1 650,24
Revenus nets	17
	863,67

* Les institutions suivantes se sont acquittées de leur cotisation : la Banque de Haïti, le Ministère des Finances de l'Indonésie, le Ministère des Finances de Maurice, le Ministère des Finances et de la Privatisation du Maroc, le Bureau de Gestion de la Dette du Nigeria, la Banque de l'Ouganda, le Bureau du Trésor des Philippines, la Banque du Soudan et WAIFEM.

⁴ Le taux de change CHF vers USD utilisé est de 0,60032.

⁵ Le taux de change CHF vers USD utilisé est de 0,72670.